



## L'ennemie des inégalités

Jeremy Clift brosse le portrait de **Laura Tyson**, première femme à diriger le Council of Economic Advisers

Tyson pendant un colloque sur le genre à Davos.

**L**AURA TYSON passe beaucoup de temps à réfléchir aux écarts et aux déficits : l'écart d'emploi, l'écart de revenu, l'écart d'éducation, l'inégalité entre les sexes et, ce qui est peut-être le plus inquiétant, l'énorme déficit budgétaire américain.

Elle constate avec inquiétude que les États-Unis perdent leur prééminence, que le rêve américain d'une prospérité toujours croissante devient plus difficile à atteindre.

«Même avant la Grande Récession, la situation des travailleurs et des ménages américains n'était pas bonne», dit Laura D'Andrea Tyson, professeur d'économie et de gestion à l'université de Californie, Berkeley. Elle a un certain nombre de premières à son actif. Première femme à présider le Council of Economic Advisers (sous la présidence de Bill Clinton), elle est aussi la première femme à avoir dirigé la London Business School, où elle a fondé le Center for Women in Business.

«Entre 2000 et 2007, le taux de croissance de l'emploi est tombé à la moitié seulement de son niveau des trois décennies précédentes. La croissance de la productivité était forte, elle a augmenté beaucoup plus vite que les salaires, et la rémunération horaire réelle des travailleurs a diminué en moyenne, affectant même les titulaires d'un diplôme universitaire», nous dit-elle pendant une pause entre deux cours de MBA.

Pour elle, les protestations contre l'augmentation de l'inégalité de revenus aux États-Unis, où 1 % de la population est infiniment plus riche que les 99 % restants, constitue la nouvelle grande cause de notre époque. «C'est une question générationnelle aujourd'hui

pour ceux qui ont entre 25 et 35 ans. C'est leur monde, comme le mien était celui du mouvement contre la guerre du Vietnam.»

Le mouvement qui a commencé par des manifestations contre les sauvetages de banques et la corruption à Wall Street a abouti aux «occupations» dans le monde entier, mais surtout dans les pays avancés.

### Briser le plafond de verre

Tyson a été l'architecte du programme économique national et international de Clinton pendant son premier mandat quand, succédant à Robert Rubin, elle a présidé le National Economic Council entre février 1995 et décembre 1996, devenant ainsi la femme la plus gradée de la Maison-Blanche.

Clinton était attiré par son idée d'un «unilatéralisme agressif» en matière commerciale, qu'il considérait comme réaliste et pragmatique. Le livre de Tyson *Who's Bashing Whom? Trade Conflict in High-Technology Industries*, publié en 1992, a donné le ton des négociations que Clinton allait avoir avec les Japonais sur les échanges et le protectionnisme.

Le problème à l'époque venait du défi impressionnant que le Japon et l'Europe lançaient aux États-Unis, surtout dans le domaine de la fabrication et de l'exportation de biens à haute technologie.

Rejetant le libre-échange incontrôlé, Tyson proposait d'élargir l'accès au marché par des négociations serrées sur les tarifs et autres obstacles au commerce, appuyées par une menace crédible de représailles contre ceux qui fermeraient leur marché aux importations américaines.

## Économie appliquée

Le Président Clinton, dans son autobiographie *My Life*, dit qu'il a choisi Tyson pour présider le Council of Economic Advisers parce qu'elle l'impressionnait par sa connaissance de la technologie, de l'industrie et du commerce, «questions microéconomiques qui, à mon avis, avaient été trop longtemps négligées dans l'élaboration de la politique économique nationale».

Bien qu'elle ait acquis le respect des économistes par la suite, sa nomination déclencha un tollé chez les tenants de la théorie dominante qui contestaient ouvertement ses titres et ses compétences analytiques. «Si les économistes sont souvent la cible de plaisanteries, il est rare que l'un d'entre eux subisse une agression publique de la part de ses collègues», remarquait le magazine *Businessweek* en février 1993.

Pourtant, à certains égards, sa méthode combinant analyse économique et stratégie politique ciblée et calculée était en avance. Tyson, qui enseigne aujourd'hui à la Haas School of Business de Berkeley, apprécie toujours la vigueur du débat économique et de la contestation politique, rédigeant régulièrement des blogs et des articles pour des magazines et des journaux, notamment le blog Economix du *New York Times* et la A-List du *Financial Times*.

«Je fais un cours sur la pratique des affaires dans les pays émergents», dit Tyson, qui est mariée au scénariste Erik Tarloff, auteur du roman *Face-Time* et d'épisodes de la série télévisée à succès *M\*A\*S\*H*. Il tient actuellement un blog pour le magazine *Atlantic*. Elle ajoute : «Je dis aux étudiants qu'il s'agit à moitié de stratégie — je ne suis pas stratégeste, mais j'ai roulé ma bosse, je siège dans des conseils d'administration et j'ai dirigé des écoles de gestion, donc je comprends la stratégie — et à moitié d'économie.»

## Sceptique vis-à-vis du marché

Manifestement, la profession a changé, mais, d'après *Businessweek*, ce qui choquait ses collègues universitaires, c'est «qu'elle est beaucoup plus ouverte que la plupart des économistes à l'idée d'une action de l'État».

«Il ne faut pas se laisser aveugler par l'idée commode qu'en l'absence d'intervention de l'État, le destin des industries de haute technologie américaine sera déterminé par les forces du marché», écrivait Tyson dans *Who's Bashing Whom?* Le magazine précisait : «Ce scepticisme quant à la sagesse de la main invisible la rend *persona non grata* dans une profession où la croyance dans le marché est absorbée avec le lait maternel.»

L'économiste James Galbraith a pris sa défense. Dans un article du mensuel de gauche *American Prospect* en mars 1993, il la décrit comme méticuleuse et précise, «ni polémique ni branchée». D'après lui, elle menaçait «les économistes professionnels à qui la sacralisation du marché a fourni un programme tout fait. Que vont-ils faire si leur formule passe-partout ne suffit plus? Peut-être que tous ces vieux pontes sont vraiment menacés par sa nomination» (voir encadré 1).

## Le souci de la compétitivité

Dans son étude sur les échanges et l'emploi rédigée avec le professeur de Berkeley John Zysman, Tyson étudiait les causes de la baisse de l'emploi manufacturier aux États-Unis dans les années 80 et de la dégradation générale de la position concu-

rentielle du pays, en examinant les effets du commerce sur l'emploi dans quatre secteurs (habillement, automobile, semi-conducteurs et matériel de télécommunication). Les facteurs souvent cités comme la hausse du dollar, le protectionnisme et la faible croissance dans les marchés étrangers jouaient certes un rôle important. Toutefois, elle constatait que d'autres facteurs, comme l'attachement du gouvernement à une politique de libre-échange alors que les autres pays n'appliquaient pas les mêmes règles, comptaient relativement davantage.

«Elle a persuadé Clinton et ses conseillers économiques d'adopter une variante du commerce organisé — conclure des systèmes d'accords définissant les résultats voulus au lieu de laisser fonctionner librement le flux de biens — lorsqu'il s'agit de faciliter le développement des industries de haute technologie. Cette politique a joué un rôle essentiel», écrivent James et Julianne Cicarelli (*Distinguished Women Economists*), «dans la véritable explosion du commerce international à la fin des années 90, lançant l'économie américaine dans un essor sans précédent que l'on peut seulement décrire comme une expansion parfaite».

## Nouveaux acteurs

Aujourd'hui, les acteurs ont peut-être changé, mais la plupart des inquiétudes subsistent. Tyson se préoccupe toujours du déclin des résultats de l'économie américaine. Toutefois, elle s'inquiète maintenant davantage de la Chine et des autres pays émergents dynamiques, bien qu'elle se hâte de souligner que Clinton n'a jamais eu à faire face à un ralentissement économique comparable à celui qu'affronte le Président Obama.

Encadré 1

### Économie : un nouveau paradigme

La crise économique mondiale a détruit la croyance des économistes dans l'infaillibilité du marché.

«L'erreur fondamentale était de croire que les individus rationnels se réglementent eux-mêmes», dit Tyson, en réfléchissant à la crise mondiale au cours d'une visite à New York. «D'abord, j'ai dit rationnels, or tout indique que les acteurs individuels ne sont pas toujours rationnels, et les modèles économiques n'en tiennent pas compte.

«À la base, les modèles disent que, si l'on regroupe toutes les décisions individuelles, on obtient un résultat valable. Pourtant, quand on constate que les individus se comportent de façon irrationnelle et, quand on y ajoute l'effet de l'instinct grégaire, on voit que le système peut vraiment dérailler. Et il a déraillé.

«Les économistes comprennent aujourd'hui que le marché n'est pas toujours efficient. Nous allons étudier sérieusement les erreurs de comportement prévisibles. Nous allons intensifier la réglementation, parce que nous ne croyons plus que les individus se réglementent eux-mêmes. Ils réagissent aux règles, donc nous ferions mieux de réfléchir à ce que sont ces règles.

«Je pense donc que l'on assiste à un changement considérable de la réflexion sur les défaillances du marché. Pourquoy supposons-nous que les marchés sont parfaitement informés? Pour la plupart, ils ne le sont pas ou, s'ils ont une information parfaite, les acteurs n'y font pas attention. Quelle que soit la raison, il faut bien supposer qu'ils risquent d'arriver à un résultat qui n'est pas optimal. C'est donc un très grand changement.»

«Le problème a une tout autre ampleur et le climat politique d'aujourd'hui [aux USA] est aussi plus mauvais.»

Le monde est devenu beaucoup plus connecté et interdépendant, donc les problèmes dans une partie du globe risquent beaucoup plus de toucher les autres parties. «Selon la plupart des mesures de l'interdépendance et probablement toutes les mesures que l'on pourrait inventer, le monde est plus interdépendant», dit-elle.

«À mon avis, cela signifie qu'il faut une meilleure coordination, une meilleure compréhension de la politique en matière de marchés financiers et des flux de capitaux. Le système financier mondial est beaucoup plus complexe, et nous n'avons pas trouvé la bonne façon de le réglementer», dit Tyson, actuellement conseillère principale au McKinsey Global Institute, à l'institut de recherche du Crédit Suisse et à la société d'investissement Rock Creek Group.

## Des bons maîtres

Le père de Tyson était un italo-américain de la deuxième génération qui a combattu pendant la Seconde Guerre mondiale. Il avait des ambitions et il a poussé ses enfants. Née à Bayonne, New Jersey, en 1947, Tyson est sortie avec la mention très bien de Smith, collège privé pour filles, et a obtenu un doctorat d'économie en 1974 au Massachusetts Institute of Technology, où elle a été la disciple d'Evsey Domar, économiste d'origine russe qui a élaboré un modèle de croissance important et suscité chez Tyson un intérêt pour les économies dirigées à la manière soviétique. Consultante à la Banque mondiale pendant un temps, elle a travaillé sur les économies socialistes d'Europe orientale, collaboré brièvement avec l'économiste hongrois bien connu Béla Balassa, ainsi qu'avec la spécialiste du développement Irma Adelman, qui était à l'époque l'une des femmes les plus gradées à la Banque. Elle a enseigné l'économie trois ans à Princeton, puis est passée en 1978 à Berkeley, où elle travaille toujours de façon intermittente.

Ses parents lui conseillaient des études de gestion. Toutefois, «je me suis convertie instantanément à l'économie après avoir suivi un seul cours. J'ai toujours pensé que c'était un outil formi-



Le Président Clinton nomme Tyson à la tête du National Economic Council.

dable pour la politique publique, donc je m'y suis accrochée. Je crois que j'ai pris la bonne décision. J'aime toujours l'économie.»

Tyson, qui a participé à la rédaction du rapport sur l'inégalité entre les sexes à l'échelle mondiale (*Global Gender Gap*) du Forum économique mondial, constate que la situation des femmes progresse dans le monde, mais lentement, et qu'elle est toujours en retard, surtout au niveau de la représentation politique (voir encadré 2).

Ses liens avec les Clinton et sa défense des femmes ont fait d'elle un soutien naturel de Hillary Clinton quand, en 2008, celle-ci a cherché à obtenir la nomination du parti démocrate. Elle s'est par la suite convertie à la cause d'Obama quand Clinton s'est retirée de la course en juin.

Soutien actif du Président Obama, elle est aussi membre du Council on Jobs and Competitiveness, institution non partisane qui est présidée par Jeffrey Immelt, PDG de General Electric. La tâche colossale de ce conseil consiste à trouver de nouveaux moyens pour promouvoir la croissance en investissant dans les entreprises américaines pour les encourager à embaucher et

Encadré 2

### Des progrès trop lents pour les femmes

Le rapport sur les inégalités entre les sexes cherche à mesurer la situation des femmes dans le monde.

«Nous étudions 135 pays sous l'angle des inégalités en matière de représentation politique, d'opportunités économiques, d'accès à l'éducation ou de résultats éducatifs et d'accès à la santé», dit Tyson, qui a défendu l'idée d'une «recherche positive» pour promouvoir les femmes qualifiées. «Depuis 2006, lorsque nous avons commencé nos mesures, la plupart des pays ont fait des progrès, surtout dans l'éducation et la santé. C'est au niveau des opportunités économiques et de la représentation politique que les femmes ont le plus de retard. Dans le monde, les femmes détiennent moins de 20 % des postes de décision au niveau national.»

«Notre but est de nous centrer sur la question de savoir si l'inégalité entre les hommes et les femmes ... a diminué, et non de savoir si les femmes gagnent la bataille des sexes», dit le rapport coécrit avec Ricardo Hausmann, directeur du Center for International Development de Harvard.

Soulignant qu'il s'agit d'un travail comparatif et non prescriptif, Tyson dit que le rapport s'efforce d'analyser les meilleures pratiques, par exemple comment les gouvernements ont tenté d'améliorer la représentation politique, ou comment les entreprises ont fait pour recruter et conserver des femmes. Elle a beaucoup d'expérience et d'idées en la matière. Elle siège aux conseils de plusieurs sociétés et, en 2003, le gouvernement britannique lui a demandé de réfléchir aux moyens d'accroître la diversité dans les conseils d'administration.

Elle attire l'attention sur le *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale pour 2012, axé sur l'égalité entre les sexes, qui constitue un outil particulièrement utile pour regrouper les recherches sur l'influence du genre sur le développement.

«Une des choses que j'ai apprises de ce rapport bien conçu est l'importance de l'accès au crédit pour les femmes. Nous savons que les petites entreprises ont en général un problème d'accès au crédit dans des pays qui sont à des niveaux très différents de développement. Pour plusieurs raisons, c'est encore plus difficile pour une petite entreprise dirigée par une femme.»

former les travailleurs pour la compétition mondiale et à attirer des activités et des emplois aux États-Unis.

### Polarisation des emplois

L'interdépendance mondiale, la concurrence et le progrès technologique, dit Tyson, qui a fait partie de l'Economic Recovery Advisory Board d'Obama créé après la crise économique mondiale afin de susciter des idées et des analyses pour ranimer l'économie américaine, ont abouti à la polarisation des possibilités d'emploi dans beaucoup de pays avancés, avec une croissance de l'emploi dans les professions intellectuelles, techniques et gestionnaires à salaires élevés et, parallèlement, dans les métiers à bas salaires des services alimentaires, services à la personne et protection de la population.

En revanche, l'emploi a diminué dans les métiers de bureau et d'usine à compétences moyennes, surtout dans l'industrie. Les ménages américains appauvris ont beaucoup réduit leur épargne, emprunté sur la valeur acquise de leur logement et accru leur endettement pour continuer à consommer. Ce phénomène a contribué aux bulles de l'immobilier et du crédit qui ont éclaté en 2008, contraignant le pays à un désendettement douloureux.

Tyson estime que les États-Unis sous-investissent dans trois grands domaines qui aident les pays à créer et à conserver des emplois bien payés : compétences et formation des travailleurs, infrastructure, recherche et développement.

Elle se réfère à des études récentes de Michael Spence et Sandile Hlatshwayo et de David Autor sur le fait que le changement technologique et la mondialisation détruisent les possibilités d'emploi et abaissent la croissance des salaires au niveau intermédiaire de la distribution des compétences et des métiers, mais elle affirme que c'est un processus dynamique, puisque les salaires augmentent dans des pays considérés naguère comme attractifs. «La Chine pourrait commencer à perdre des emplois au profit d'autres pays.»

La concurrence mondiale a provoqué une aggravation de l'inégalité de revenus aux États-Unis, dit Tyson, qui siège aux conseils d'administration de Morgan Stanley, AT&T, Silver Spring Networks et CBRE Group. Selon elle, trois forces sont à la base des changements structurels négatifs sur le marché du travail américain :

- le changement technologique basé sur les compétences, qui a automatisé les tâches de routine tout en gonflant la demande de travailleurs instruits ayant au moins un diplôme de premier cycle universitaire;
- la concurrence mondiale et l'intégration des marchés du travail sous l'effet du commerce et des externalisations, qui ont éliminé des emplois et abaissé les salaires;
- la chute de la compétitivité des États-Unis, qui ne sont plus un pays attractif pour y installer une production et des emplois.

La polarisation des possibilités d'emploi touche aussi d'autres pays. Toutefois, certains, comme l'Allemagne, essaient d'y remédier, alors que les États-Unis restent moins accueillants pour l'implantation de productions et d'emplois, selon une étude récente de McKinsey. Ce déclin relatif des États-Unis s'explique en partie par la faiblesse de son système éducatif, affirme Tyson, qui siège aussi aux conseils d'administration du MIT et du Peterson Institute of International Economics. Selon elle, les États-Unis ont des niveaux d'éducation très inégaux

qui tiennent au revenu de la famille : les enfants de familles pauvres ont du mal à entrer à l'université. En outre, alors que le système éducatif produit des travailleurs dont les compétences ne correspondent pas à celles qu'exigent les emplois de haute qualité, les restrictions à l'immigration empêchent les entreprises d'attirer et de conserver des étrangers de talent.

### Que faire?

Les États-Unis ont fait plusieurs tentatives pour trouver une réponse.

Dans leur rapport important de 2005, les National Academies prévenaient que la compétitivité américaine en matière d'innovation se dégradait et nécessitait une forte hausse des investissements publics dans la recherche et le développement, l'éducation et l'infrastructure pour renverser la tendance. D'autres pays ont tenu compte de ce rapport, allant jusqu'à lui emprunter des idées, mais, dans un document de suivi moins optimiste, les National Academies concluaient que la compétitivité des États-Unis continuait de décliner.

Le creusement du déficit budgétaire américain, conjugué au départ en retraite de la génération du baby-boom qui met une pression supplémentaire sur les pensions et les dépenses de santé, rend plus complexe la tâche de s'attaquer à tous ces écarts en même temps et exige des choix délicats.

«Le défi est colossal et incontournable», dit Tyson. «Il faut élaborer un plan de réduction du déficit à long terme, à la fois pour s'attaquer à la faiblesse de la croissance et pour inverser la baisse de compétitivité du pays. Nous devons investir davantage dans les fondements de l'innovation alors même que nous dépensons moins pour la plupart des autres programmes publics.»

Pourtant elle affirme que, malgré les difficultés, l'accroissement de l'interdépendance apporte surtout des bienfaits.

«Le monde a remporté des succès spectaculaires dans l'éradication de la pauvreté. Certes, il y a encore beaucoup à faire, mais il a aussi remporté des succès spectaculaires dans l'innovation technologique et l'édification d'une classe moyenne pour servir l'économie mondiale.»

«Tous ces progrès sont magnifiques et résultent en partie de l'interdépendance, mais cette dernière signifie aussi que l'instabilité dans un pays peut rapidement se transmettre à un autre. Cet effet de contagion est bien réel et il peut engloutir le monde en se propageant très rapidement. Il faut donc accroître la coordination multilatérale.» ■

*Jeremy Clift est rédacteur en chef de Finances & Développement.*

#### Bibliographie :

- Cicarelli, James, and Julianne Cicarelli, 2003, *Distinguished Women Economists* (Westport, Connecticut: Praeger Publishers).
- Clinton, Bill, 2004, *My Life* (New York: Alfred Knopf Publishers).
- MySpace Journal, 2010, *Interview with Laura Tyson*. [www.myspace.com/video/vid/102580084#pm\\_cmp=vid\\_OEV\\_P\\_P](http://www.myspace.com/video/vid/102580084#pm_cmp=vid_OEV_P_P)
- Tyson, Laura, 1992, *Who's Bashing Whom? Trade Conflict in High-Technology Industries* (Washington: Institute for International Economics).
- , W. Dickens, and John Zysman, eds., 1988, *The Dynamics of Trade and Employment* (Ballinger).
- World Economic Forum, *Global Gender Gap*. [www.weforum.org/issues/global-gender-gap](http://www.weforum.org/issues/global-gender-gap)